

Mercredi 12 janvier 2022

Société

Indésirable, un concept politique

Par [Michel Agier](#)

Anthropologue

Nous devons faire de l'indésirable un concept politique, c'est-à-dire une notion qui permette d'identifier et de comprendre l'imaginaire au fondement de politiques publiques ou de pratiques privées de rejet, de violence et de mise à l'écart de certaines personnes en raison de leur altérité.

Indésirable est le mot qui vient à l'esprit régulièrement face au traitement de certains individus ou groupes humains – certaines personnes étrangères se présentant aux frontières, certaines personnes errant dans la rue, ou d'autres encore « anormalement » différentes du point de vue de leur apparence raciale, sociale, de genre, etc.

L'indésirabilité s'expérimente à travers l'impossibilité de franchir un seuil. Symbole d'une binarité et d'une bilatéralité supposément parfaites entre un monde désirable, normal, propre et sain, et un monde globalement et absolument autre (un « outre-monde » dirait Paul Virilio), hétérotopique, lieu de toutes les misères ou de tous les vices, effrayant ou négativement exotique, cette frontière se donne en spectacle sous la forme des évacuations dans les rues des villes ou des refoulements violents aux frontières nationales, sous la forme des murs, des camps, voire de la mort, aboutissement ultime de l'indésirabilité.



publicité

Plusieurs fois au cours de mes recherches dans les camps et campements de réfugiés, populations déplacées, migrants en situation irrégulière, je me suis trouvé face à cette

évidence qui est aussi une aporie : le tri des populations et des corps, la mise à l'écart, l'encampement durable ou la rétention aux frontières, désignent des espaces dont le point commun est l'indésirabilité de leurs occupants.

Plus souvent identifiées comme « vulnérables » dans certains lieux par certaines organisations (HCR, ONG, etc.), les mêmes personnes sont considérées dangereuses voire criminelles en d'autres lieux et par d'autres institutions (en général, mais pas seulement, nationales). Souvent d'ailleurs, les personnes encampées dans l'urgence pour être soignées restent sur place après le premier moment du sauvetage et découvrent ainsi qu'elles sont piégées dans leur mise à l'écart. Ballotées entre des frontières infranchissables, elles occupent des lieux à part qui sont, dans le meilleur des cas, pris en charge durablement par un gouvernement humanitaire des indésirables^[1].

Si l'on veut bien aborder ces faits, lieux et paroles, parfaitement observables et maintenant bien documentés par de nombreuses recherches de terrain, autrement que sous l'œil humanitaire ou sécuritaire, on doit s'orienter vers une analyse politique. Or, le plus souvent, celle-ci les considère comme des « dégâts collatéraux » ou des effets secondaires d'autres faits qui seraient, eux, centraux et mériteraient seuls un décryptage approfondi : crises politiques, environnementales ou économiques, guerres régionales, etc.

Ce caractère collatéral explique la difficulté des analystes politiques en général à parler des indésirables autrement que sous la forme de soupirs compassionnels, de lamentations ou de problème moral. À l'inverse, je fais l'hypothèse que, par sa répétition et sa diffusion, l'indésirabilité doit être traitée comme un fait politique, ce qui conduit à s'interroger à la fois sur son histoire et sur sa description contemporaine.

C'est un décentrement qu'il s'agit d'opérer, dans l'analyse géopolitique autant qu'anthropologique, en replaçant cette indésirabilité, expérimentée aux seuils et frontières, au centre de la réflexion sur le politique dans le monde contemporain.

Un imaginaire politique

Nous devons faire de l'indésirable un *concept politique*^[2], c'est-à-dire un concept capable d'identifier et de comprendre l'imaginaire qui fonde, dans différents contextes, une violence et des pratiques de rejet, haine, mise à l'écart d'une altérité déniée. Cette altérité est anonymée et politique, c'est-à-dire qu'elle n'est pas d'abord culturelle, ni strictement sociale ou nationale, elle incarne la pensée d'un dehors générique, absolu et sans substance, répétée et diffusée dans des contextes renouvelés. Quelle est cette pensée et que peut être l'indésirabilité comme concept politique ?

Plusieurs penseurs ont proposé des pistes permettant d'approcher cet imaginaire, le plus souvent implicite, en tentant de décrire une « population » plus ou moins précise. Selon une conception qu'on peut dire politico-logistique du monde, Zygmunt Bauman a parlé d'une « culture des déchets » autant industriels qu'humains, conçue par le monde riche et dominant, et produisant des « *wasted lives* » (vies perdues, vies en reste) à propos

desquelles le premier monde pratique l'évitement ou ce qu'on appelle plus souvent « l'invisibilisation ».

Plus tôt, la philosophe Hannah Arendt avait mis en évidence la fabrique par les États-nations de leurs rejets nommés « Sans-État » (*stateless persons*), qu'une autre philosophe, Marie-Claire Caloz-Tschopp, a relié à la notion de « superfluité humaine », qu'Arendt elle-même associait à l'inhumanité du totalitarisme. D'autres, comme les sociologues Robert Castel ou Mike Davis, ont parlé de populations « surnuméraires » ou « excédentaires » [3].

Dans toutes ces tentatives de nommer une population marginalisée ou abandonnée de manière répétitive, on identifie des personnes *en trop*, une humanité *en excès*, qui ne peut donc que déborder des structures matérielles et sociales existantes [4]. Comment nommer cette population surnuméraire ? Faut-il et peut-on la considérer en elle-même ou par rapport à ceux qui la nomment ? Les dimensions spatiales, sociales, émotionnelles et politiques doivent être prises en compte pour passer du constat à l'explication.

Le concept d'indésirable désigne bien plus qu'une catégorie socio-économique ou institutionnelle, il suppose la représentation d'un « monde » tout autre. Tels des spectres ou littéralement des *aliens*, les indésirables semblent venir d'un ailleurs pollué et en reste, traversant parfois notre présent comme des fantômes mais le plus souvent tenus à distance par différents moyens politiques et logistiques comme l'établissement de camps ou le renforcement matériel et la militarisation des frontières nationales. Devenue, en temps de pandémie, de plus en plus obsédée par l'immunité, la peur sécuritaire rend les autres (ou certains parmi les autres) encore plus indésirables.

Le concept est politique en ce sens qu'il exprime une relation asymétrique entre une entité ou une personne qui a le pouvoir de nommer et dominer, et une autre qui est pensée, éventuellement nommée et surtout traitée en tant que relevant de cette figure, qui ne dit rien cependant de son identité personnelle.

Pour avoir une idée de l'ampleur de la « population » concernée, on peut bien sûr tenir compte du nombre croissant de réfugiés, déplacés internes, migrants clandestins, demandeurs d'asile ou d'apatrides – soit plus de 80 millions d'individus en 2021 selon le HCR – mais l'on doit surtout tenir compte de leur pérennisation comme une position systémique dans le monde contemporain. Il faut penser avec la pérennité de cette supposée « exception » et en même temps avec la brutalité croissante des discours et des pratiques politiques qui la produisent et qui va bien au-delà d'une population particulière, plus encore d'une identité.

C'est cependant sous le nom d'« étrangers indésirables » que cette condition apparaît le plus souvent dans les écrits des médias, les paroles des politiques ou des militants, et dans les analyses des chercheurs, que ce soit pour décrire, expliquer ou condamner.

Mais on peut ajouter au registre de l'indésirabilité tous ces mondes imaginaires à part que sont les *slums*, ghettos et bidonvilles – lesquels, dans une représentation globale,

simplificatrice et qui ne se soucie guère des différences internes, représenteraient, selon le sociologue Mike Davis déjà cité, près d'un milliard de personnes sur la planète. Plus généralement, ce sont la répétition et le caractère systémique de ces paroles et pratiques de mise à l'écart qui doivent être pris en considération pour comprendre la place politique de l'indésirabilité.

Histoire et actualité de l'indésirable

Récemment, des historiens ont cherché à comprendre quand et comment le terme « indésirable » émerge puis s'installe dans la vie politique et publique en France[5]. Il est intéressant d'y revenir. S'il est mentionné au début du XXe siècle, c'est dans le cadre d'écrits racistes et protectionnistes très violents mais peu diffusés. On parle alors des indésirables comme des « races errantes venant du dehors[6] ». L'auteur d'une thèse de droit en 1914 évoque, lui, « l'espion, le malfaiteur, le vagabond, le fraudeur, l'habitant d'une contrée contaminée » comme autant de figures de l'indésirable.

Après la première guerre mondiale, le terme est utilisé comme un euphémisme des catégories raciales puis, au long du deuxième quart du XXe siècle, il devient une « catégorie de l'action publique » (Blanchard). Le terme apparaît alors dans les discours administratifs et politiques en association avec les questions migratoire et raciale et avec la condition d'étranger.

Il revient sans cesse dans les archives administratives des années 1930 et 1940, dans les décrets, circulaires et autres documents administratifs comme une « véritable obsession des pouvoirs publics »[7], mais bizarrement sans que n'en soit jamais donnée une définition claire (en termes de nationalité, race, genre, religion, etc.).

De fait, dans la réalité des assignations d'indésirables, les populations visées ont été essentiellement des nomades, réfugiés et persécutés tsiganes (1910-1920), juifs et espagnols (1930-1940), algériens (1950-1960), avant que son usage explicite lui-même disparaisse de l'espace public. Assez systématiquement pour cette période et toutes ces populations, la figure du camp est attachée au mot indésirable. Ce sont plus généralement le principe de la mise à l'écart et le « tri » des personnes à la frontière qui resteront associés à ce terme.

Depuis les années 1990, on retrouve le mot non plus dans les actes administratifs ni dans les argumentaires des politiques publiques, mais dans les études qui les analysent, en particulier sur les politiques migratoires et urbaines. On parle alors de regroupement ou rejet de « populations indésirables ».

Dans tous les cas et toutes les populations, régions ou époques, mentionnés, la notion est toujours liée à une relation, elle en est le fruit et n'existe pas en dehors d'elle. Dans le contexte des politiques de gentrification urbaine, le contrôle social, les politiques sécuritaires, la répression policière contre les minorités, la criminalisation des sans-abri et l'expulsion des personnes errantes sont autant d'outils des projets d'urbanisation[8].

L'indésirabilité est alors définie comme une question de police de l'espace public, de mise en ordre urbain. En rapprochant les politiques migratoires et urbaines, on observe aujourd'hui comme hier que l'indésirabilité ne définit pas des personnes ou des populations en elles-mêmes mais en tant qu'identités assignées par un pouvoir.

En faisant encore le pont entre l'histoire et l'actualité de la mise à l'écart des indésirables, on observe de manière récurrente la présence de deux critères associés, ceux de la menace et de la nuisance, c'est-à-dire des deux points de vue réunis de la sécurité de l'Etat et de l'ordre public[9]. On retrouve alors la peur des autres considérés comme suspects et comme intrus qui prévalait dans les premiers écrits sur les indésirables.

Le concept politique d'indésirable ne nous dit rien de substantiel sur les groupes et personnes qui sont ainsi représentées, pensées ou traitées, mais il nous dit beaucoup sur le plan relationnel donc plus sur les fondements et les représentations des politiques publiques (ou privées) de celles et ceux qui nomment l'indésirable et lui assignent une place à part, que sur celles et ceux qui sont ainsi nommés.

Initiée à partir de la condition migrante, cette inquiétude face à l'indésirabilité s'étend à toute l'humanité « superflue » dans laquelle on peut voir les prémices d'une condition d'*inhumanité*, d'exclusion absolue et d'absence au monde commun. Les politiques d'indésirabilité ont bien l'effet, non collatéral mais frontal, de rendre superflue l'humanité de celles et ceux qu'elles désignent. En outre, les cibles de l'indésirabilité se diversifient, et parallèlement les mondes désirés ou acceptés se font plus étroits et repliés sur eux-mêmes.

Le principe NIMBY (*Not In My Backyard*, « Pas dans mon jardin »), bien connu depuis la fin des années 1990 dans les études urbaines[10], s'est étendu au traitement de « l'étranger indésirable », celle ou celui qui peut être abandonné, laissé à la mort, voire concrètement chassé à la frontière (nationale ou urbaine).

Puis, à partir de là (mais avec encore la figure de l'intrus comme menace et embarras), il a atteint la sphère politique et les discours les plus violents et « décomplexés » des (extrêmes) droites nationalistes et sécuritaires, qui désignent, en les réinventant, les races noire, brune, jaune ou métisse comme des porteurs naturels ou essentialisés d'indésirabilité.

L'indésirable est la figure centrale de la politique lorsque celle-ci devient un concours de brutalité contre les « autres ». Ce qui semblait d'abord, dans les premières versions des espaces urbains privatisés, être une non-politique devient aujourd'hui un langage et un horizon de la politique, ceux d'une réduction voire disparition du monde commun.

Michel Agier (Anthropologue, Directeur d'études à l'EHESS, Directeur de recherche à l'IRD)

Notes

[1] Voir M. Agier, *Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*, Paris, Flammarion, 2008.

[2] Sur cette notion, voir le site [« Critical lexicon of political concepts »](#).

[3] Ainsi, Mike Davis évoque le bidonville comme « solution totalement admise au problème de stockage de l'humanité excédentaire au XXI^e siècle » (*Planet of Slums*, Londres, Verso, 2006, traduction française *Le pire des mondes possibles. De l'explosion urbaine au bidonville global*, Paris, La Découverte, 2006).

[4] Un bon exemple de la mise en scène de l'excès surnuméraire est donné par les destructions répétées de près de 70 campements de rue à Paris entre 2015 et 2021 : leur évacuation, comme geste de pure police de la ville, fait la démonstration tautologique qu'il n'y a pas de place disponible dans l'espace urbain pour les « migrants », donc qu'ils sont en trop puisqu'ils sont évacués. Voir K. Akoka et Aubépine Dahan, [« De l'usage des campements dans les politiques migratoires »](#), AOC, 6 janvier 2021.

[5] Voir en particulier l'ouvrage collectif du Gisti, [Figures de l'étranger. Quelles représentations pour quelles politiques ?](#) (GISTI, 2013), en particulier les articles de Danièle Lochak, Emmanuel Blanchard et Aurélie Audeval sur lesquels je m'appuie dans ce paragraphe et le suivant.

[6] Auguste Monnier, *Les indésirables*, Sirey, 1907, in E. Blanchard, « Les "indésirables". Passé et présent d'une catégorie d'action publique » in collectif, *Figures de l'étranger*, op. cit. p.16.

[7] A. Audeval « L'indésirable des années 1930 : une figure genrée », in *Figures de l'étranger*, op. cit., p. 17-35.

[8] Voir J. Estebanez et L. Raad, « Les Indésirables », Introduction au numéro spécial « Les Indésirables » *Géographie et Cultures*, 98-99, 2016.

[9] M. Bernardot, [« Déplacer et loger les indésirables, sociologie du logement contraint »](#), *Terra*, Recueil Alexandries, septembre 2005.

[10] Il désigne les mouvements de privatisation des espaces urbains, de fermeture et d'auto-protection des micro-quartiers privilégiés dans les grandes métropoles (Los Angeles, Johannesburg, Sao Paulo, etc.).

Lien vers le texte : <https://aoc.media/analyse/2022/01/11/indesirable-un-concept-politique/>